

En Nouvelle-Calédonie et Outre-mer, les OGM prospèrent presque sans obstacle

29 avril 2016 / Marie Astier (Reporterre)



Alors que Manuel Valls se rend en Nouvelle-Calédonie vendredi 29 avril, l'association Stop OGM Pacifique tente d'y sensibiliser la population au risque des organismes génétiquement modifiés. Car à Nouméa comme dans les DOM-TOM, la législation sur les OGM est très lâche.

Frédéric Guérin est arrivé en Nouvelle-Calédonie il y a six ans pour exercer son métier d'agrobiologiste. Il a alors découvert que, « *dans cette partie du monde, il y a une profonde méconnaissance sur les OGM, on en est à expliquer ce que c'est* ». Cherchant à savoir s'il existait une législation sur le sujet, il a navigué entre le gouvernement local et l'État français, est allé rencontrer les associations environnementales et de consommateurs. Personne ne savait. « *On a mis plus de six mois à établir qu'il n'y avait pas de réglementation OGM, raconte-t-il. Car, ici, nous sommes un territoire d'outre-mer, donc les lois françaises et européennes ne s'appliquent pas, ni sur les cultures, ni sur l'étiquetage.* »

Pour avertir sur le sujet, l'agrobiologiste a donc créé l'association **Stop OGM Pacifique**. Deux sujets l'inquiètent en particulier. D'abord, « *il n'y a aucune production de semences sur l'île. Or, Hawaï, le plus grand laboratoire d'OGM de la planète, n'est pas si loin. De même que l'Australie, qui est un grand producteur d'OGM.* » Deuxième inquiétude, « *nos magasins sont pleins de produits importés d'Asie, d'Australie ou d'Amérique, note-t-il. Certains produits asiatiques à base de soja ou certains aliments venant des États-Unis, il est très probable qu'ils contiennent des OGM. Nous demandons donc une législation équivalente à celle qui existe en France et en Europe* ».

« **Chez nous, on ne parle pas beaucoup des OGM** »

À l'aide des associations françaises, Stop OGM Pacifique a donc rédigé une proposition de décret. En février 2014, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie en adopte **une partie** : l'importation de semences de céréales et de fruits est désormais interdite.

Mais depuis ? « *Chez nous, on ne parle pas beaucoup des OGM* », reconnaît Christelle Blanco, venue présenter ses confitures et autres condiments traditionnels au dernier Salon de l'agriculture, à Paris. « *Si on n'en parle pas, c'est qu'il n'y en a pas* », suppose-t-elle. « *Les agriculteurs ne s'intéressent pas à ce problème, confirme André Saligné,*

apiculteur sur l'île. *Il y a peu de cultures pour lesquelles il y a un risque OGM, mais pour le maïs et le squash [une petite citrouille], on aurait pu en importer.* » Au stand d'à côté, un producteur de vanille explique n'être « *pas concerné* ». Mais en tant que consommateur ? « *Les produits importés d'Asie ou d'Amérique, je ne donne pas ça à mes enfants, c'est de la grosse cavalerie ! Nous on mange local* », explique Julien Pascal.



André Saligné, apiculteur en Nouvelle-Calédonie.

Tous sont d'accord : ils ne veulent pas d'OGM en Nouvelle-Calédonie, mais pensent aussi que l'île n'est pas particulièrement menacée. « *En Nouvelle-Calédonie, nous n'utilisons pas d'OGM* », confirme Clément Gandet, directeur technique de la chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie. « *Personne n'est demandeur ici, car nous avons une grosse filière de production de crevettes nourries aux farines de soja et de maïs, et exportées vers le Japon. Ils sont très stricts, ils ne veulent pas d'OGM. On ne veut pas risquer de perdre ce marché* », rassure-t-il.



Christelle Blanco devant ses confitures et ses achars.

« Et puis nous sommes exempts de beaucoup de maladies, donc toutes les importations font l'objet de contrôles sanitaires importants. Depuis deux ou trois ans, on exige également un certificat d'absence d'OGM », poursuit-il. Il vante également les efforts de l'île pour améliorer son autosuffisance alimentaire (elle est aujourd'hui de 15 %), ainsi que les projets de production locale de semences : « On veut multiplier des variétés de semences de soja, de riz, de blé. On a fait venir des variétés non OGM et reproductibles », assure-t-il.

« Les leaders politiques désormais nous fuient

Circulez, y'a rien à voir ? Chez Stop OGM Pacifique, on est moins enthousiaste : « La direction du développement rural de la province Sud [la partie Sud de l'île

principale], *ainsi que quelques agriculteurs, nous ont confirmé qu'il y avait eu des OGM en Nouvelle-Calédonie. Soit du maïs, soit de la papaye. Mais on ne sait pas exactement de quoi il s'agit car ceux qui le savent ne nous le disent pas* », témoigne Frédéric Guérin.

En particulier pour la papaye, il craint une contamination car en 2003, la même direction du développement rural recommandait déjà aux producteurs de Nouvelle-Calédonie certaines variétés hawaïennes comme la Sunset et la Sunrise. Or, la culture de la papaye OGM étant très développée sur cet archipel étasunien, il est probable que certains plants importés soient contaminés.



Des fruits exotiques.

Autre preuve selon le militant, « *les douanes de Hong-Kong refoulent régulièrement des papayes OGM. On craint des contaminations dans tout le Pacifique* ». Dans les listes publiques du ministère de l'Agriculture [hongkongais](#), on constate ainsi que des papayes hawaïennes, mais aussi chinoises, de Malaisie, de Thaïlande ou, encore plus proche de la Nouvelle-Calédonie, des îles Fidji, ont été refusées parce que positives au test OGM. « *Or désormais on importe aussi des variétés de papayes des Fidji* », rappelle-t-il.

Et surtout, depuis le premier décret adopté en février 2014, les politiques répondent aux abonnés absents : « *On a rencontré tous les leaders politiques, mais désormais ils nous fuient, ont divisé nos subventions par six. Il n'y a aucune volonté de faire avancer le dossier, notamment sur l'étiquetage, car les importateurs bloquent : ils prétendent que certains de leurs fournisseurs ne peuvent pas produire de certificats prouvant que leurs produits sont non OGM* », déplore Frédéric Guérin.

« NOUS NE VOULONS PAS D'OGM, ET IL N'Y EN A PAS CHEZ NOUS »

Cette situation n'est pas propre à la Nouvelle-Calédonie. Une vingtaine de territoires aux statuts divers mais tous rattachés à des pays de l'Union européenne n'ont pas à appliquer la réglementation européenne **en matière d'OGM**. Pour le Royaume-Uni, il s'agit par exemple des îles Caïmans, des Bermudes ou des Malouines. Pour la France, dans le Pacifique, il faut ajouter Wallis-et-Futuna ainsi que la Polynésie française. Cette dernière inquiète particulièrement Stop OGM Pacifique : « *Les étudiants en agriculture sont invités à aller faire leurs stages à Hawaï* », remarque Frédéric Guérin.



Le stand de la Polynésie française lors du dernier Salon de l'agriculture.

« Nous ne voulons pas d'OGM, et il n'y en a pas chez nous car on replante nos propres graines », assure Jean-Michel Togakaputa, producteur de **monoï** sur l'île de Tahiti, en Polynésie française. « Nous n'avons que des graines importées de France, ou de chez nous, confirme la présidente de la chambre d'agriculture de l'archipel, Yvette Temauri. On ne peut pas être certains qu'il n'y a aucun OGM qui entre, mais on sait qu'on ne veut pas que ça arrive. J'aimerais donc avoir plus de renseignements pour pouvoir faire une législation sur les semences, et sur l'étiquetage. »

Lire aussi : Nom : Monsanto. Métier : empoisonneur

Source : Marie Astier pour *Reporterre*

Photos : © Marie Astier/*Reporterre*

. chapô : le stand de la Nouvelle-Calédonie au Salon de l'agriculture de 2016.

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-Nouvelle-Caledonie-et-Outre-mer-les-OGM-prosperent-presque-sans-obstacle>